

L'UE et la Hongrie : colonisation, désindustrialisation, déstructuration

Judit Morva

Judit Morva est professeur,
Budapest

Avec l'adhésion des pays de l'Est, les dirigeants de l'Union, sans crier gare et sans déclaration officielle, ont changé le projet de construction européenne. Au lieu de mettre en place un programme de développement et d'intégration économique à long terme avec un financement conséquent, l'élargissement de l'Union a créé une entité territoriale durablement coupée en deux. Les pays de l'Est – ce qui représente tout de même 100 millions d'habitants – sont cantonnés dans un rôle d'arrière-pays sous-développé. Sans le dire ouvertement c'est une zone de libre échange que la Commission a imposée et nos pays n'ont plus la maîtrise de leur propre évolution. Au nom de la concurrence et de l'efficacité, l'Union a exigé la privatisation rapide, l'ouverture des frontières et une libéralisation poussée plus loin encore que dans les anciens pays de l'Union. Dans l'ensemble, les mots colonisation, désindustrialisation et déstructuration ne sont pas trop forts pour décrire la situation.

En ce qui concerne la Hongrie, nous avons dû privatiser l'agriculture et l'industrie. Les nouveaux propriétaires – en général les multinationales – ont été principalement intéressés par les débouchés offerts et non par la production ; ce qui a entraîné la fermeture de nombreuses usines. Ainsi, après la privatisation du secteur du sucre (six usines dans le pays), il n'y a plus aucune usine de sucre et nous devons importer tout le sucre que nous consommons.

La situation sociale est tout aussi catastrophique. La Hongrie est un pays de dix millions d'habitants et, dès le début des années 1990, nous avons perdu 1,4 million d'emplois, c'est-à-dire plus du quart des emplois réguliers. En contrepartie, le travail au noir représente 1/4 à 1/3 de l'activité économique du pays. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs travaillent « au noir » c'est-à-dire sans aucune protection ; leurs conditions de travail et leurs horaires ne sont pas réglementés et ils ne payent pas de cotisation de retraite et de sécurité sociale.

La conséquence directe est un manque à gagner dans les rentrées d'impôts et de cotisations et nous sommes dans une spirale sociale négative. Au nom de l'équilibre budgétaire, l'UE fait pression pour diminuer radicalement les prestations et privatiser sans fin tandis que la paupérisation s'accroît d'année en année.

La délocalisation industrielle qui met en concurrence des travailleurs des pays de l'Est avec des travailleurs des pays les plus anciens de l'Union repose en fait sur cette combinaison de bas salaires et de travail « au noir ». Les multinationales embauchent dans des conditions régulières mais la sous-traitance est fournie par le marché noir du travail. La désindustrialisation à la suite des privatisations et la déstructuration des services sociaux ont créé un environnement économique qui installe durablement nos pays comme fournisseurs de travail à bon marché. Mais il ne faut pas se tromper : cela ne crée pas une structure industrielle cohérente et viable et n'offre pas de perspective pour nos habitants. C'est une voie sans issue pour le développement.

Dans nos pays, l'État-providence a disparu ou est en train de disparaître. La structure socio-économique est instable, source de tensions permanentes, mais elle est aussi durable dans le sens où les forces dynamiques de développement ne poussent pas nos pays vers une sortie de cette impasse. L'écart des conditions de vie entre les deux parties de l'Europe crée des tensions latentes et déstabilisent la construction même de l'Union. La crise financière en aggravant la situation budgétaire de chacun des pays ne laisse pas prévoir de solution, même à long terme. Cette crise ouverte du système rend indispensable la réflexion sur le projet même de l'Union, comme zone de stabilité et de bien-être.